

Atelier 6 : Art et patrimoine : quels enjeux dans la culture du risque ?



► Introduction par le Grand Témoin : Christiane BARYLA FERRET (Conservateur Général des Bibliothèques et déléguée Île-de-France pour le Comité Français du Bouclier Bleu)

L'atelier qu'il me revient d'introduire aujourd'hui en tant que « grand témoin » s'intitule « *Art et patrimoine : quels enjeux dans la culture du risque ?* », ce risque étant plus spécifiquement celui des inondations. Un risque très présent en France puisque le mois de juin de cette année a vu ressurgir en Ile de France la menace de la crue centennale et que des dégâts importants ont été constatés sur le patrimoine de la région.

L'association que je représente aujourd'hui, à savoir le Comité français du bouclier bleu (CFBB), mérite d'être rapidement présentée puisque le cœur de sa mission, que ce soit au niveau national ou international est justement la sauvegarde du patrimoine culturel.

Le comité français du Bouclier Bleu a été créé en 2001, afin de soutenir en France l'application de la convention de La Haye sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954). Si la mission première de l'association est liée à un contexte de guerre, son rôle s'est étendu à la protection du patrimoine en cas de catastrophes, qu'elles soient d'origine humaine ou naturelle : les inondations en font partie.

Ainsi le CFBB s'est-il fixé les objectifs suivants :

- **mener des actions de prévention**, c'est-à-dire encourager toutes les mesures qui protègent le patrimoine culturel des effets des désastres ;
- **faciliter l'échange de « cultures »** entre les spécialistes du secours, habitués au respect d'une ligne de commandement et les spécialistes de la protection physique du patrimoine culturel qui connaissent mieux les matériaux de la création et leur sensibilité aux agents extérieurs ;
- **favoriser la coopération transversale** en France entre les spécialistes des différents domaines du patrimoine culturel, en les aidant à reconnaître les problématiques communes dans la préparation à la lutte contre les effets des sinistres ;

- **sensibiliser** la population comme les institutions à la fragilité du patrimoine culturel en utilisant toutes les techniques d'information ;
- **former** à l'intervention en cas de sinistre.

Vous pourrez retrouver ces informations sur le site web du CFBB : www.bouclier-bleu.fr en téléchargeant le document: **Pour un plan Patrimoine culturel et risques majeurs / Schéma directeur** publié en 2013 et toujours d'actualité.

Il est le résultat de recherches et d'entretiens qui mettent en avant un constat : des passerelles entre le monde du patrimoine culturel et celui des risques ou de la sécurité civile existent, et même se multiplient. Cette publication fait le point sur la menace réelle que constituent les risques majeurs pour le patrimoine culturel et propose des pistes concrètes d'action pour que ces « mondes » puissent mieux se comprendre, coopérer et engager des projets communs. L'objectif étant que nos patrimoines soient véritablement protégés et pris en compte dans les dispositifs de prévention des risques tels que les PPR et les PCS, etc.

Pour reprendre des thèmes développés dans ce schéma directeur nous pouvons aborder la problématique de notre atelier sous deux angles, me semble-t-il.

Le patrimoine culturel, en cas d'inondation d'un territoire, doit être spécifiquement pris en compte afin d'être protégé et éventuellement sauvé tout autant que les autres biens et personnes menacés par un sinistre.

C'est ce que développe **Renaud Colin** (Directeur adjoint du développement et de la gestion territorialisée, EP Loire) en nous présentant les réalisations de l'Etablissement public Loire qui travaille à la réduction de la vulnérabilité des biens culturels patrimoniaux. Il a mis en place une méthode d'inventaire du patrimoine exposé aux inondations et un outil d'autodiagnostic de vulnérabilité. Un recensement se déploie sur 6 territoires à risque important d'inondation (TRI). L'objectif est de livrer aux gestionnaires une méthode opérationnelle d'évaluation de leur vulnérabilité. Ce travail a vocation à s'intégrer aux stratégies locales de gestion du risque inondation (SLGRI).

Des expositions, des performances artistiques peuvent contribuer à sensibiliser les populations à une meilleure connaissance de leur patrimoine culturel, et aux risques encourus.

Dans ce cadre **Julien Langumier** (Chercheur Laboratoire RIVES -ENTPE) va nous présenter des projets artistiques réalisés sur le Rhône ayant pour but de développer une culture du risque. Dans le cadre du Plan Rhône 2007-2014, un appel à projets a été lancé en 2008 ouvrant un nouveau champ pour sensibiliser les populations sur les risques d'inondation au travers de propositions artistiques (une dizaine de projets de 2009 à 2014). En complément des actions de communication institutionnelle reposant classiquement sur le discours technique et les comportements attendus des populations, cette démarche repose sur des projets sensibles, réinscrivant l'inondation dans les paysages du fleuve, rappelant la mémoire des crues du passé.

Pascal Ferren (Chargé de projets pOlau -Pôle des arts urbains) nous présente le pOlau-pôle, structure d'accompagnement de projets artistiques et urbains. En 2012, il a produit avec le collectif « la Folie kilomètre », **Jour Inondable**, exploration urbaine autour du risque inondation. Pendant 24 heures, un public captif passa par une quinzaine d'actions différentes, vécut une évacuation de Tours et se réfugia dans un gymnase pour y passer la nuit. Le pOlau-pôle s'interroge aujourd'hui sur l'appréhension du rôle sensibilisant d'une telle action. Il défend en effet que l'action artistique peut être une manière efficace de produire de la culture du risque puisque, passant par le sensible,

l'imaginaire, le symbolique, elle permet d'éviter les obstacles trop intellectuels et habituels des outils de sensibilisation informatifs.

► **Renaud COLIN (Directeur-adjoint du développement et de la gestion territorialisée, EP Loire)**

Réduction de la vulnérabilité aux inondations des monuments historiques et d'autres biens culturels patrimoniaux sur le bassin de la Loire et ses affluents

❖ Présentation de l'Établissement public Loire :

L'Établissement public Loire est un EPTB membre de l'AFEPTB. Il intervient à l'échelle du bassin versant de la Loire, soit 1/5^e du territoire national. Il a notamment en son sein une commission « tourisme et culture » qui travaille sur ces questions de patrimoine. Les travaux sur ce sujet ont commencé dès le début des années 2000, en lien avec la DRAC Centre, et ont conduit à un inventaire du patrimoine, au départ uniquement sur la partie Loire moyenne, entre Nevers et Angers. En 2015, cette thématique a été élargie à l'ensemble du bassin de la Loire, mais en le ciblant sur les TRI, de l'ordre d'une quinzaine sur ce territoire. L'établissement est accompagné dans ces démarches par le bureau d'étude Artelia.



❖ Quel patrimoine concerné ?

Nous nous sommes essentiellement concentrés sur un recensement des biens patrimoniaux, protégés ou non, et qui représentent une valeur patrimoniale reconnue par la collectivité. Nous nous sommes également appuyés sur un comité de pilotage pour stabiliser cette définition.

Sont concernés les monuments historiques, immeubles et objets classés, les immeubles et objets inscrits, les archives, les bibliothèques, les musées, le patrimoine archéologique, et ce que l'on appelle le patrimoine non protégé par l'Etat mais qui présente une valeur reconnue par les collectivités territoriales.

Nos deux grands objectifs se résument à :

- **Mettre en place une méthode d'inventaire du patrimoine** exposé au risque d'inondations pour accompagner les collectivités, qui sont le principal « donneur d'ordre » de l'Établissement public Loire ;
- **Mettre à disposition** de ces mêmes gestionnaires **un outil d'auto-diagnostique de vulnérabilité.**

❖ Inventaire du patrimoine

Notre idée était de systématiser le recensement et l'évaluation des risques à partir de données-sources mobilisables par tout un chacun :

- Des données nationales : l'atlas du patrimoine, les BD topo®
- Des données locales : Gertrude, les PLU, les expertises locales
- Des données spécialisées : muséofile, muséostat, la médiathèque de l'architecture et du patrimoine, PATRIARCHE

Sur le volet inondations, nous avons pris pour sources la cartographie des TRI, des AZI, des PPRI, ainsi que la Base de Données Historique sur les Inondations (BDHI), les repères de crue et éventuellement des études locales.

Le recensement des enjeux s'effectue à minima sur l'enveloppe des plus hautes eaux connues. Les données sur les événements fréquents et extrêmes sont également recherchées. Les données sur l'aléa les plus récentes sont utilisées en priorité, puis par défaut les données réglementaires. On utilise également des données sur la prévision et la vigilance crue qui émanent des SPC. On recherche donc la station de surveillance la plus proche du site et les seuils de niveau d'alerte, les délais de prévision et de déroulement de l'alerte, les informations sur l'évolution de l'alerte, les informations sur le fonctionnement hydrologique du bassin versant, ainsi que des données de vigilance Météo France pour apporter une information à minima quand le service de prévention ne couvre pas un cours d'eau, et les bulletins de vigilance quand il y en a.

Tout cela nous permet d'apporter deux outils qui constituent cet inventaire du patrimoine, via une base SIG patrimoine, afin de créer une unique table à un format utilisable par n'importe quel bon sigiste et qui facilite l'intégration dans les logiciels communs. Nous avons également constitué un document de publipostage de données, rempli automatiquement à partir des données recherchées dans les différentes bases.

Cet inventaire du patrimoine correspond au travail amont de réalisation des autodiagnostic, qui est donc mis à destination des animateurs des TRI. Trois documents sont concernés :

- Un fichier SIG patrimoine avec des champs prédéfinis ;
- Une trame de diagnostic, construite de façon à ce que le diagnostiqueur dispose de l'ensemble des questions à se poser lorsqu'il est en visite sur un site ;
- Une méthode de publipostage entre les différentes données en jeu et la trame de diagnostic.

4

❖ Réalisation de l'autodiagnostic de vulnérabilité

Il s'agissait de donner un cadre, qui visait trois objectifs :

- Mieux connaître le phénomène, les fréquences de types d'événements, les informations à prendre en compte pour se tenir informé de sa survenance ;
- Identifier et analyser les conséquences d'une inondation sur un enjeu ;
- Identifier les mesures à mettre en place, qu'elles soient techniques ou organisationnelles.

L'idée était d'obtenir un autodiagnostic facile d'utilisation pour les gestionnaires, se déroulant en plusieurs étapes :

1. Caractérisation des inondations
2. Identification des points de vulnérabilité
3. Identification des mesures de réduction de la vulnérabilité.

Cette méthode a été testée à plusieurs reprises, notamment sur le musée Jean-Lurçat à Angers, pour lequel les deux auto-diagnostiqueurs étaient d'une part le Directeur du musée, et d'autre part la personne en charge du Service Inondations de l'agglomération d'Angers. Accompagnés par l'Établissement public Loire, ils ont suivi la trame de diagnostic et ont essayé de la compléter au fur et à mesure afin de voir les points délicats de vulnérabilité du bâtiment. Il s'agit d'un document d'une dizaine de page, dans lequel un certain nombre d'informations sont déjà pré-remplies lors de la phase préalable réalisée par un technicien inondations.

Ce travail d'autodiagnostic fonctionne mieux s'il est réalisé entre le spécialiste inondation et l'interlocuteur culture du site ou du bien concerné. Dans le cas du Musée Jean Lurçat, vous avez tout d'abord une fiche d'identité, puis toute une série de questions qui concernent les abords du site : l'identification de zones d'accumulation d'eau, des entrées d'eau, l'identification de vulnérabilités périphériques, la vulnérabilité du bâti, notamment celle situé en-dessous de la cote de référence. Ces informations comprennent également un certain nombre de questions assez techniques, liées aux revêtements de sol, aux revêtements muraux, aux menuiseries, aux vitrages, ...

En ce qui concerne les objets patrimoniaux, il s'agit encore une fois d'identifier les points de vulnérabilité situés en-dessous de la cote de référence, qui est calculée avant que le diagnostic ne soit réalisé par le croisement des bases de données.

Il s'agit également d'identifier les vulnérabilités d'équipements sensibles, comme la chaufferie, la climatisation, les équipements électriques, éléments qui pourraient impacter de manière indirecte les œuvres en cas de panne.

Un autre point concerne la continuité d'activité. On vérifie si le site diagnostiqué bénéficie d'un plan de continuité d'activité, si les catastrophes potentielles ont déjà été prises en considération, si des démarches ont déjà été mises en place. C'était le cas pour le musée Jean-Lurçat qui donne directement sur la Maine et dont le Directeur était particulièrement sensibilisé à la question des inondations, et ce d'autant plus que le musée avait été touché par une inondation en 1995.

La prise en main des outils diagnostic est donc assez simple. Ils sont conditionnés à ce que le référent de la collectivité soit à minima sensibilisé à la gestion du risque inondation. C'est le cas pour les collectivités importantes, mais pas forcément pour celles de plus petite taille. De même que pour les SIG et les bases de données, la personne en charge doit avoir au préalable une connaissance de ces outils pour pouvoir les manipuler. La démarche est aussi simplifiée lorsque le diagnostic est réalisé par un binôme inondation/patrimoine, chacun sachant mieux de quoi il parle. Nous avons également rencontré une difficulté. Même si l'Établissement public Loire s'adresse en priorité aux collectivités, la méthode a vocation à être diffusée plus largement. Or elle n'a pas encore été testée sur des sites privés, même si les propriétaires de ces sites pourraient être intéressés.

❖ Quelles perspectives ?

La méthodologie et l'inventaire ont été mis en place. On a constaté que les collectivités, dans la mise en place de leur SLGRI n'avaient pas la volonté de traiter prioritairement du patrimoine, et que si des actions proactives n'étaient pas menées, il y avait de fortes chances pour que cela ne se fasse pas, ou se fasse dans un temps un peu plus long. Nous avons donc pris la décision de travailler en amont et de leur livrer un inventaire, qu'elles doivent effectuer dans le cadre de ces stratégies sur les TRI. Sur le bassin de la Loire nous avons retenus 6 de ces territoires, sur lesquels un inventaire du patrimoine a été réalisé :

- 170 enjeux sur le TRI Saumur-Angers,
- 150 sur celui de Tours,
- Une centaine sur celui d'Orléans,
- 70 sur celui de Clermont-Riom,
- une dizaine sur celui de Moulins.

Nous souhaiterions livrer ce diagnostic aux gestionnaires des stratégies avant la fin de l'année, puisque les SLGRI doivent être arrêtées avant la fin 2016.

Pour réaliser ce travail, nous nous sommes appuyés sur l'aide du Ministère de la Culture, les différentes DRAC, dont celle du Val-de-Loire qui était à l'initiative du projet depuis déjà une quinzaine d'années, le Ministère de l'écologie, ainsi que les collectivités et les services de l'Etat dans la région Centre-Val de Loire. L'Etablissement public Loire a bénéficié d'un co-financement de crédits européens du FEDER pour moitié du projet.

► **Julien LANGUMIER (Chercheur associé au laboratoire RIVES, ENTPE)**

Projets artistiques sur le Rhône pour développer une culture du risque

Nous sommes clairement à la bascule d'un atelier à deux jambes : d'une part la question du patrimoine exposé et de son inventaire, et d'autre part l'utilisation de démarches culturelles, voire artistiques, pour participer à une sensibilisation à la culture du risque.



Je vais vous illustrer ce deuxième temps à travers des réalisations concrètes conduites dans le cadre du Plan Rhône.

❖ Préalable sur la notion de culture du risque en sciences sociales

Cette expression paraît assez simple pour les gestionnaires qui considèrent que les populations, d'une manière ou d'une autre, doivent s'accorder à leurs objectifs. Or, dès lors que l'on va sur le terrain dans une autre posture, celle par exemple de la recherche en sciences sociales, qu'il s'agisse de travaux de sociologie ou d'ethnographie, il apparaît que les populations ne sont pas toujours, en premier lieu dans leur rapport au territoire et au risque d'inondations, dans celui défini par l'action publique.

Je vais illustrer ce propos par deux exemples développés à partir de certains de mes travaux de terrains.

Tout d'abord celui de **l'ethnographie d'un village sinistré dans les basses plaines de l'Aude** suite aux inondations de 1999, qui met en regard ce que l'on pourrait attendre de la culture du risque et ce qu'est l'expérience du risque pour les populations. J'ai mis en parallèle deux plaquettes institutionnelles : la première est celle du centre hospitalier de Béziers, qui annonce la mise en place d'une cellule médico-psychologique suite à la catastrophe ; la seconde est celle du préfet, qui pose la question « *Que faire en cas d'inondation ?* ». Le retour de travaux de terrain montre que, dans une situation post-catastrophe, l'adhésion aux cellules médico-psychologique est importante. Ce succès est fondé sur la reconnaissance et la valorisation de la figure de la victime. Par contre, passé la catastrophe, se retrouver dans la situation de l'habitant d'un territoire à risque est beaucoup moins évident. Les plaquettes « *Que faire en cas d'inondation ?* » faisaient l'objet de railleries, d'ironie, dans des entretiens conduits auprès des populations sinistrées. Derrière cela, il y a quelque chose de spécifique à l'objet risque dans le temps long de la prévention, hors de la catastrophe, qui fait que la relation au territoire est en permanence tarabouinée à la fois par une volonté de positiver cette relation, et par des contraintes négatives, comme la présence du risque, qui est l'objet non pas d'un déni total, mais souvent de relations instables. Dans les entretiens menés sur ces territoires, il y a une oscillation entre des temps de souvenir et des temps d'oubli. Je m'inscris ici en porte à faux de travaux qui distinguent une population bien sensibilisée au risque, et une autre complètement ignorante. La population entretient en réalité en permanence une relation ambivalente et dynamique avec le danger.

Le deuxième exemple concerne **des travaux de sociologie sur le Rhône**, dans des champs d'expansion de crues, où les populations sont fréquemment inondées et donc conscientes du risque. Une fois encore, le rapport au risque qui n'est pas celui attendu par les gestionnaires de la prévention. J'ai mis cette fois en regard des monographies réalisées par des étudiants en fin d'étude, conduites auprès des populations habitantes de ces champs d'expansion de crues. Ce qui ressort, c'est que les habitants connaissent certes bien le risque et qu'ils ont une mémoire des catastrophes passées, mais ils vont considérer cette conscience du risque comme une ressource politique pour faire valoir des arguments sur les scènes de la politique de prévention du risque. Quels sont ces débats ? Il s'agit de l'équité face au risque d'inondation, des formes de solidarité territoriale qui se mettent en place, du niveau de protection qu'ils sont à même d'obtenir, des assouplissements réglementaires possibles,... On a donc sur ce territoire des formes de politisation de ce sujet. A titre d'illustration, j'ai pris une photographie d'un repère de crue, objet typique de la représentation de la culture du risque. Il est un petit peu particulier car il a trois faces :

- sur la première figurent les laisses de crue historiques ;
- sur la deuxième, l'altimétrie des digues et leur niveau de protection ;
- sur la troisième, les futurs niveaux d'eau qui intègrent la protection jouée par les digues une fois sécurisées, aujourd'hui dans le cadre du Plan Rhône.

Vous voyez bien que, dans ce cas, l'objet repère de crue est pris dans des jeux d'acteurs, dans des conflits parfois, entre Etat et collectivités sur la politique de prévention des risques pour faire valoir certains arguments, notamment la fameuse critique réglementaire de l'action menée par l'Etat à travers les Plans de Prévention des Risques d'Inondation.

Il me semble important d'avoir ces deux exemples en tête pour essayer de concevoir dès lors une politique de sensibilisation qui ne s'applique pas sur un territoire qui serait vierge, et sur lequel les populations entretiennent déjà un rapport au risque qui est bien établi, parfois en fonction d'enjeux bien compris. C'est un élément qui a été à la base des actions menées dans le cadre du Plan Rhône que je vais vous présenter.

Par souci de précision, je souhaite faire la distinction entre les actions menées dans le cadre de projet, et des actions, aujourd'hui devenues la norme, de communication, de vulgarisation technique, mises en œuvre autour des documents réglementaires comme les PPRI, des projets de sécurisation de digues ou de nouveaux ouvrages. Il s'agit de communication institutionnelle qui peut emprunter à des voies qui relèvent d'une grande pédagogie, de supports visuels. C'est le cas par exemple à Marseille, où la communication autour du PPRI se fait à l'aide d'une maquette 3D du territoire pour montrer les enjeux exposés et les impacts d'une crue de l'Huveaune sur la ville. Ce que je vais vous présenter, ce sont des actions de sensibilisation à l'égard d'une population déjà engagée dans une forme de rapport au risque bien établie.

❖ Travail préalable

Un premier travail a été réalisé à partir des collections de Jacques Aliaga, décédé l'année dernière. Il collectionnait des documents sur les catastrophes depuis l'âge de 11 ans, et nous avons voulu valoriser ce corpus incroyable qu'il avait chez lui, de gravure et de documents historiques sur les crues du Rhône. Par contre, dans la publication que nous en avons faite, nous avons assumé le caractère peu rigoureux sur le plan historiographique, en mettant en valeur le travail d'un particulier, défini comme un collectionneur de documents historiques sur les crues. Ce savoir historique n'est donc pas seulement à aller chercher auprès d'historiens ou d'institutions qui ont pour métier d'archiver, mais aussi de particuliers qui sont dans des formes de constructions de mémoire de ce risque d'inondation.

❖ Poursuite de la démarche

Nous avons ensuite prolongé cette démarche par un appel à projets culturels et artistiques lancé en 2008, dans lequel nous nous étions donné trois lignes de conduite :

- Sélectionner des projets qui jouent sur des registres sensibles
- S'interdire tout discours technique
- Investir l'espace public pour représenter ce risque d'inondation, alors qu'au quotidien ce risque est bien sûr absent.

Le cahier des charges était extrêmement concis. Il listait ces principaux objectifs et rappelait ces quelques constats. Nous avons éprouvé une certaine difficulté à faire comprendre notre démarche et à être reçu par le milieu culturel comme s'adressant véritablement à lui. Un jury composé de personnes légitimes dans le monde de la culture a finalement sélectionné 5 projets.

Le premier projet mis en œuvre est le projet « *Quiétude* », porté par un architecte designer lyonnais, Jacques Rival, qui nous avait proposé ses esquisses : trois éléments flottants monumentaux, représentant des objets domestiques emportés par une crue du fleuve Rhône au centre-ville de Lyon. Nous sommes parvenus à mettre en place ces trois objets sur le Rhône en avril 2009, pendant les vacances de Pâques. C'était un des projets phare du premier mandat du Plan Rhône. Un projet très simple, très visuel, s'adressant à un public extrêmement large, depuis l'enfance jusqu'à l'âge adulte, et qui reprend les grandes trames de ce qu'est un événement. Le montage de ces objets, leur caractère spectaculaire a effectivement mobilisé la presse, qu'on a réussi à alimenter avec nos discours de prévention institutionnelle beaucoup plus classiques. Mais l'entrée sur le sujet des inondations était bien ce projet artistique.

En parallèle, nous étions présents sur les berges du Rhône, sur une péniche prêtée par la ville de Lyon, sur laquelle 2800 personnes ont été accueillies en deux jours dans un espace de 80m². Vous voyez donc l'intérêt du public sur cette thématique, après avoir été capté par ces objets insolites flottants en centre-ville de Lyon. Si l'on s'est permis ce type d'interpellation à Lyon, c'est parce qu'il n'y avait pas eu de crue majeure depuis longtemps, le risque était perçu comme relativement lointain. Il était au départ prévu de monter le même projet à Avignon, touchée par les crues catastrophiques de 2003, mais nous n'avons pas du tout estimé que ce registre était pertinent.

Nous avons travaillé avec les Robins des Villes, une association qui fait de la concertation sur les projets urbains et qui, pendant le projet de Jacques Rival, organisait des balades dites « Gé-eau-graphique » sur le territoire du Grand Lyon, pour rappeler cette histoire des crues sur l'agglomération lyonnaise.

Le second projet rassemblait un sociologue, Jérôme Huguet, et un photographe, David Desaleux, qui proposaient de réaliser deux séries documentaires, l'une de paysages du fleuve Rhône, et l'autre de portrait en taille réelle de riverains évoquant une expérience liée au fleuve, et notamment des crues. Parmi ces témoins se trouvaient également des professionnels, des personnes de l'ONR et des services de prévision des crues. La restitution a été faite sous forme d'exposition de ces photographies sur des panneaux lumineux, accompagnées de systèmes d'écoutes des différents témoignages, le tout encadré par les photographies de paysages. Sans entrer directement sur l'inondation catastrophique, les visiteurs étaient amenés à intégrer toute l'histoire du fleuve, l'histoire de son aménagement et in fine l'histoire des inondations qui persistent le long de ce cours d'eau.

Enfin le travail de Denis Cœur, historien, qui avait déjà effectué un travail sur les crues de 2003 et le complétait ici par un travail sur une crue de 1990, plus ancienne, survenue sur le Rhône amont.

Lorsque nous avons conduit cette démarche en 2009, **il a fallu convaincre le partenariat Plan Rhône et les différents financeurs de prendre le risque de la culture pour mettre en place la culture du risque**, car il n'était pas dans les habitudes de faire appel à et de financer ce type de projet. Nous avons tenté de rassurer ces bailleurs de fond en leur faisant valoir qu'un travail d'évaluation était prévu après la mise en œuvre de ces projets. Nous avons notamment réussi à objectiver de manière quantifiée ce que les sondeurs appellent le taux de notoriété des projets, dont nous avons été surpris de constater la relative importance par rapport à des campagnes médiatiques audio visuelles plus classiques. Ces projets qui, inscrits dans un territoire et amenant dans un quotidien borné le sujet de l'inondation, touchent véritablement les gens et ont justifié de taux de notoriété assez important : 32% sur la restauration des quais d'Arles en 2003, projet d'ampleur pharaonique, et 23% sur le projet de sensibilisation artistiques le long du Rhône.

Cette première démarche a amené d'autres acteurs du monde culturel à proposer d'autres projets au partenariat du plan Rhône, porté par un autre photographe, Bertrand Stoeffleth, qui a développé tout un travail sur le Rhône. Il a réalisé un travail documentaire sur des secteurs inondables du Rhône aval, mais photographiés en-dehors de l'inondation. Il amène là-aussi les personnes qui visitent son exposition, ou qui assistent aux conférences de commentaire de ces photographies, pendant lesquelles sont intervenus Bernard Picon, sociologue de la Camargue, Mireille Provençal, hydro-géomorphologue spécialiste du secteur également, à questionner ces représentations de paysages, et à les replacer dans le scénario de crue qui peut advenir.

Pendant la dernière phase de la première étape du Plan Rhône sur cette démarche, nous avons essayé de cibler des projets relevant davantage du spectacle vivant, avec l'implication des habitants. Ce fut le cas par exemple du projet Vogue, ou du Festival des Environnements en Camargue, un festival d'art contemporain durant lequel beaucoup de performances touchant notamment la question du risque d'inondation ont été mises en scène.

❖ Conclusion

Cette démarche est une entrée dans la culture du risque essentiellement par le biais de la *culture*, et pas exclusivement par le *risque*, comme c'est parfois le cas dans les démarches de sensibilisation. Ce qui signifie que nous nous inscrivons en complémentarité des démarches d'information préventive sur le risque. On ne vient en aucune manière faire de l'information légale à travers ces démarches. On fait autre chose et cet autre chose porte un autre nom : la sensibilisation. Ces démarches artistiques, enrôlées en quelque sorte dans les politiques publiques de prévention, sont un peu le soft power de cette politique de prévention. Je dis cela de manière volontairement un peu provocante car j'anticipe que le milieu artistique nous accuse de les instrumentaliser, de les embrigader dans une action publique qui donne une autre finalité à leur processus de création. On a essayé de trouver un équilibre entre le travail fait par ces artistes avec des financements importants de notre part, et d'autre part les finalités qu'on en attendait et qui étaient attachées à cet objectif de sensibilisation de prévention des risques. D'après ce retour d'expérience, il est possible de construire des relations de collaboration équilibrées. Il faut garder en tête les spécificités de cette collaboration, entre le monde de la prévention et le monde de la culture.

Enfin, un élément un peu anodin, mais qui a son importance lorsqu'on fait des projets d'envergure comme le Plan Rhône, pour lequel on est clairement dans du long terme : avec cette démarche artistique on a pu sur du cours terme réaliser des projets et, quelque part, coloniser les paysages et l'imaginaire sur ce sujet de l'inondation, et d'être dans des travaux structurel, des sécurisations de

digues, ou encore des aboutissements de démarches réglementaires qui prennent du temps. Il ne s'agit pas d'occuper le terrain sur le court terme mais de donner une visibilité à l'action publique à court terme, ce qui est important pour les populations.

► **Pascal FERREN (Directeur adjoint, pOlau-Pôle des arts urbains)**

Sensibiliser aux risques d'inondation via l'art

Je suis urbaniste culturel, philosophe de formation, et je travaille au pOlau-pôle des arts urbains, qui œuvre à la rencontre entre des dynamiques artistiques et des questions d'aménagement du territoire. Nous parlons de co-instrumentalisation pour qualifier cette instrumentalisation de l'artiste, parfois volontaire, et cette instrumentalisation des thématiques territoriales par l'artiste pour pouvoir produire ses créations.



❖ Histoire du projet

Nous rencontrons la question des inondations depuis pas mal de temps maintenant, à travers tout d'abord la question du fleuve, venue en travaillant avec des étudiants sur les problématiques des villes contemporaines. Et chemin faisant on a été mis au courant des inondations à Tours, qui ont laissé beaucoup de marques sur le territoire. Un autre enjeu s'y est ajouté : la levée d'un ancien canal qui suscite beaucoup de réflexions dans la ville. Tout cela nous a amené à nous déplacer d'une réflexion très métaphorique sur le fleuve et le réaménagement des digues vers des questions beaucoup plus techniques qui sont celles de la sensibilisation au risque.

Comme l'a justement dit Julien LANGUMIER, **ce que l'on essaye de faire ce n'est pas de l'information ou de la vulgarisation, c'est de passer par le ressenti pour provoquer une action en cas d'inondation.**

Une autre question qui nous paraît également importante, c'est celle de l'imaginaire. On se rend compte qu'il y a des imaginaires très marqués autour des inondations, qui prennent des formes très variées sur les différents territoires où on intervient et qu'il serait très intéressant de pouvoir les travailler. Une inondation à Tours fonctionne de manière totalement différente d'une inondation à Nîmes, et je pense que le rapport aux inondations est lui-aussi très différent. Tout dépend de quand date la dernière inondation, comment elle a été vécue, mais aussi de quand on a vu le dernier film qui met en scène une inondation, quand est-ce qu'on en parle en famille, ... Ce qui nous intéresse c'est de nous demander comment les gens se font leur image eux-mêmes des choses. Il ne s'agit pas de montrer directement l'inondation mais de permettre aux gens de faire l'effort de s'imaginer ce que serait l'inondation.

On a donc commencé à travailler à un projet autour de l'inondation, qui a finalement abouti à un spectacle du collectif de création « La Folie Kilomètre », Jour Inondable, en octobre 2012. Cette démarche a été menée en partenariat avec l'Etablissement public Loire, un certain nombre de collectivités, ainsi que des partenaires locaux. Les artistes ont travaillé longtemps sur cette thématique puisqu'il y a eu en tout quatre mois de résidence. C'était une création artistique sans aucun financement culturel. Les 150 rôles nécessaires au déroulement du spectacle ont été tenus soit par des gens jouant leur propre rôle, comme des membres de la Croix-Rouge, soit par des complices.

Il s'agissait en fait un parcours de 24h fondé sur la dramaturgie d'une inondation. Ce que se disent les artistes, et c'est là qu'ils instrumentalisent un peu le territoire, c'est que l'inondation est un très bon scénario. A partir de ce scénario ils ont donc écrit une dramaturgie. Autrement dit, ils ont condensé ce que serait une inondation à Tours en 24h. Le premier chapitre est donc plutôt dédié aux questions de sensibilisation, de prévention, de présence de la Loire, et le spectacle se termine par une véritable évacuation du public, qui a passé la nuit dans un gymnase et a pu revenir dans la ville le lendemain.

❖ Déroulé du spectacle

Les services de la ville de Tours, en costume, ont travaillé avec nous tout au long du spectacle. Pour la première scène, une sorte de mise en condition, le public arrivait, laissait ses affaires et embarquait pour 24h de traversée du risque inondation. Elle avait lieu à la patinoire et représentait un village englouti.

On partait ensuite en suivant des représentations assez métaphoriques, comme un tracé de la Loire au sol, bordé par les villes de la Loire. Ce qui est beaucoup revenu dans nos rencontres c'est qu'à Tours il y a un jardin, le jardin des Prébendes, qui est le point le plus bas de la ville, et qui, lorsqu'il y a des remontées de nappe, est le premier endroit où l'eau apparaît dans la ville. On y a donc fait un pique-nique phréatique, entièrement constitué d'eau. Il faut noter qu'aucun de ces éléments n'était explicité au public. Il s'agissait de travailler avec des éléments métaphoriques.

Ensuite, le public était divisé en trois groupes pour participer à un séminaire. Chaque groupe assistait à l'intervention d'un conférencier différent, qui donnait sa vision du risque inondation. Ces conférenciers étaient issus de cadres professionnels variés (recherche, assurance, ...) et avaient donc des approches très différentes les uns des autres de ce risque. En effet, en préparant l'évènement, on avait été frappé par les discours très sectorisés qui ne donnaient qu'une seule vision du risque. Le public se retrouvait après pour faire le point sur ce qui avait été dit dans les différentes conférences.

L'une des actions phare de « Jour Inondable » est celle qui a consisté à tracer la limite du PPRI, même si cela n'a pas vraiment de sens, avec la zone inondable d'un côté et la zone non-inondable de l'autre. Le public marchait autour de cette limite avec une botte du côté inondable et une tong du côté non-inondable.

Le public était ensuite invité à réaliser la signalétique de vulnérabilité. Ils ont entre autre tracé des couloirs pour canoë, des couloirs pour bateau, dans la ville à côté des pistes cyclables. Cette activité était suivie d'un évènement très important : un pêcheur sortait d'une bouche d'égout et venait annoncer la crue depuis Orléans ou Nevers en amont. En effet, à Tours, si crue il y a, ce sera une crue annoncée, connue longtemps en avance, et qui ne sera pas un évènement soudain. Et enfin pour terminer cette première étape et marquer la bascule avec la suivante, un plateau radio d'urgence était installé, et la sénatrice maire, Marie-France Beauvils, Présidente du CEPRI, était invitée avec un prévisionniste de météo-France pour nous annoncer que la crue était en train d'arriver.

Ensuite est venue l'étape de l'évacuation, où tout le monde est monté dans un bus. On n'a absolument pas voulu travailler sur le registre de la peur pour ce projet, mais ça a été le seul moment un peu anxigène de la journée. Il y avait un concert de sirènes, avec des bruits d'eau, et il s'est mis à pleuvoir. On est finalement arrivé dans un gymnase. La Croix-Rouge et les services de secours étaient contents car cet évènement leur a permis de faire un exercice grandeur nature. Et donc s'en est suivi une procédure un peu classique, avec l'inscription des gens, la nuit passée dans un gymnase, l'installation du matériel, ...

Le moment du réveil était assez important pour nous, puisqu'il s'agissait d'une ellipse : le lendemain, l'épisode de crue était fini et il fallait revenir dans la ville. Cela commençait par un réveil au son d'un ballet de serpillères, avec de la musique classique et des gens qui balayaient de l'eau. Et puis on retournait dans la ville et on allait aussi constater les effets bénéfiques de l'inondation : si on se trouve dans un territoire à risque, c'est aussi parce que l'on bénéficie de toutes les aménités du fleuve. On allait donc voir la Loire pour la première fois depuis le début du spectacle, on allait planter des salades dans le bon limon de la Loire, et on déjeunait de tous les produits locaux qu'on pouvait cultiver dans la région, en allant des œufs, aux légumes, ...

On écrivait également des cartes postales à nos proches pour les rassurer et leur dire que tout s'était bien passé. On traversait la Loire et on finissait par une visite du « Musée des objets sauvés ». Cela venait de quelque chose qu'on avait beaucoup entendu pendant la préparation de l'évènement à savoir le traumatisme de ne pas avoir pris le bon objet en quittant sa maison. On a donc travaillé plusieurs mois en amont avec un questionnaire qu'on a notamment diffusé dans la presse, en demandant aux gens ce qu'ils emporteraient s'ils n'avaient que 5 minutes pour choisir, en interrogeant sur l'idée de « bon objet ». On a donc exposé des doudous, des livres, des photos de familles, des ordinateurs, des bulletins de salaire, ...

❖ Quelles conclusions pour « Jour Inondable » ?

On a fait un questionnaire qu'on a diffusé aux participants. Ce qui est intéressant c'est de voir comment, sans donner d'information pratique sur la Loire, on arrive à avoir des dessins qui représentent des situations possibles, comme d'avoir une inondation un jour de grand beau temps. On arrive à avoir une affection par rapport à ce qu'est assez techniquement une inondation dans le Val de Tours.

L'autre retour, qu'on n'avait pas du tout vu venir et sur lequel on continue d'essayer de travailler, c'est le rôle de l'effet de groupe. Les gens nous disaient que ce qui serait le plus important en cas d'inondation, ce serait la solidarité. Est-ce que c'est le format du spectacle qui a fait aboutir à ce résultat, où est-ce que cela va plus loin ? **Est-ce qu'il n'y a pas une prise de conscience de la nécessité d'agir ensemble en cas de sinistre ?**

A la suite de « Jour Inondable », une journée d'étude a été organisée le 23 mai 2013, dont le compte-rendu se trouve en ligne, et que je vous invite à aller voir. On s'est vraiment questionné sur ce que serait de la sensibilisation par l'action artistique, et en quoi ce serait différent de l'information. Ce spectacle n'a jamais été refait après cette première édition, et on a donc essayé de le simplifier, en travaillant avec la même compagnie, la Folie Kilomètre, un collectif marseillais. On a cherché à faire quelque chose d'assez reproductible, dont n'importe quel territoire pourrait assez simplement s'emparer. Un des aspects sur lesquels on a le plus travaillé ce sont les traces du paysage. Même à Tours, il y a tout un tas de petits éléments qui nous permettent de comprendre ce qu'est un environnement soumis à des risques d'inondations : les digues, le château du Plessis, un peu surélevé par rapport au reste de la ville, ... C'est donc un projet que l'on va s'efforcer de continuer et de tester sur d'autres territoires, pour voir comment il peut s'adapter.

► Questions

Les échanges avec la salle soulignent les difficultés liées à la mise en œuvre de projets artistiques et culturels dans le cadre de la sensibilisation au risque d'inondation. Ainsi, l'ampleur du spectacle « Jour Inondable » le rend difficilement reproductible. Par ailleurs, dans le cas du Plan Rhône, malgré les possibilités de financement intéressantes, il n'a pas été simple de mobiliser et de faire comprendre la démarche aux acteurs du monde culturel du fait de la technicité du thème « risque inondation ».

► Conclusion du Grand Témoin : Christiane BARYLA FERRET (Conservateur Général des Bibliothèques et déléguée Île-de-France pour le Comité Français du Bouclier Bleu)

En guise de conclusion, il me paraît important d'insister sur la nécessaire intégration du patrimoine culturel dans tous les plans urbains de sauvegarde et sur une bonne communication entre tous les acteurs. Tout patrimoine s'inscrit dans un territoire, une commune, un département, une région. Si les élus jouent un rôle clé en coordonnant les actions de sauvetage et de prévention, les citoyens se sentent bien souvent largement concernés par les opérations d'information qu'on leur propose. Ainsi, lors des dernières Journées du Patrimoine, dont le thème était « *Patrimoine et citoyenneté. Citoyens, défendons notre patrimoine* », plusieurs actions ont été menées pour aider les citoyens à prendre conscience de l'importance de leur patrimoine et de la prévention des catastrophes.

Lors d'opérations de ce type et tout au long de l'année des présentations voire des formations, menées en synergie par tous les acteurs concernés sont fondamentales : des artistes pour sensibiliser à la culture du risque, des historiens pour constituer la mémoire des sinistres, des enseignants pour présenter tout cela dès l'école primaire et bien d'autres acteurs peuvent former une sorte de réseau autour des responsables traditionnels (pompiers, urbanistes, conservateurs, archivistes) et participer ainsi au développement d'une culture du risque.